

ANALYSE ECONOMIQUE 2007 (épreuve n° 268)

Epreuve conçue par H E C

Voie Economique

	NBRE CANDIDATS	MOYENNES	ECARTS-TYPE
RESULTATS GLOBAUX	1 074	9,83	3,66

VOIES PREPARATOIRES			
Economique	1 074	9,83	3,66

ECOLES UTILISATRICES			
H.E.C	1 074	9,83	3,66

Le sujet proposé aux candidats cette année était, la lutte contre la pauvreté depuis le début du XIXème siècle dans les pays développés. Il peut être rattaché à plusieurs thèmes des programmes de première (2 – la croissance économique au XIXème siècle et 6 – Le rôle de l'Etat dans la vie économique et sociale) et de deuxième année (7 – les différentes formes de structures sociales et 11 – le changement social contemporain dans les pays développés à économie de marché).

En proposant ce sujet, on s'attendait à ce que :

- 1) l'analyse ne soit pas limitée au cas français mais s'intéresse aussi à l'Angleterre (lois sur les pauvres), aux Etats-Unis (années 30 et 60), à l'Allemagne (référence à Bismark)...
- 2) la question de la définition de la pauvreté fasse l'objet d'une réflexion approfondie : définition en termes objectifs (par exemple à partir des budgets familiaux) et en termes relatifs ; aspect moral (alcoolisme ; pauvreté et inégalité ;
- 3) une analyse serrée du terme « lutte » soit proposée avec des références aux grèves et à l'action des syndicats mais aussi au tissu associatif et au rôle du patronat avant d'envisager l'action de l'Etat ;
- 4) Un certain nombre de relations soient étudiées : liens pauvreté – âge, pauvreté – logement ou encore pauvreté – éducation
- 5) Il soit fait référence à des auteurs/hommes marquants du XIXe siècle (Rowntree, Villermé, Malthus, Marx, ...) ainsi qu'aux débats sur la question entre « utilitaristes » (Bentham, Mill), « libéraux » (Rawls) et « libertariens » (Nozick)
- 6) Pour la période contemporaine, les différentes mesures de lutte contre la pauvreté soient présentées (salaire minimum, aide publique, impôt sur le revenu négatif, transferts en nature, etc). en posant le problème de leurs conséquences sur les incitations au travail.

De l'ensemble des copies se dégage le **devoir-type** suivant :

Accroche : les Enfants de Don Quichotte sur le canal Saint-Martin

Instruction : définition pauvreté absolue et relative ; lutte contre la pauvreté pour assurer la croissance économique et la cohésion sociale ; l'Etat comme acteur majeur.

Plan chronologique :

- du début du XIXe à 1929 : industrialisation, pauvreté, Bismarck

- de la crise de 1929 à la fin des années 1970 : Keynes, l'Etat-providence (Beveridge, la Sécurité sociale, le SMIG, SMIC)
- Depuis le début des années 1980, la crise de l'Etat-providence, les working poors, les mesures d'assistance (RMI, CMU), l'exclusion, les associations (les Restaurants du cœur).

Résultats et impressions générales des correcteurs

- a) La moyenne calculée sur l'ensemble des copies est voisine de 10, avec un écart-type proche de 3,5. Paradoxalement, malgré les bonnes notes, l'impression d'ensemble des correcteurs est assez pessimiste. Les réponses stéréotypées, « presse-bouton » (le five \$ day, le New Deal et les accords Matignon, Keynes, l'économie de la régulation, le fordisme, Medicare et Medicaid, le SMIG et le SMIC) envahissent même les meilleures copies.
 - b) S'agissant de l'analyse historique, on peut regretter la faiblesse des connaissances et une mauvaise compréhension de l'essentiel.
- le sujet nécessitait une culture historique large qui fait défaut. Dans de nombreux devoirs, il y a un « trou » énorme entre les Poor Laws et leur abrogation en 1834 et l'après 1945 avec l'instauration de l'Etat-providence. De façon générale, des « lois Bismarck » (1883/89) à Beveridge (1942/1944), c'est le néant à quelques exceptions près.
 - L'essentiel, c'est le rôle déterminant de la croissance économique dans le recul d'une pauvreté de masse, d'une pauvreté absolue (faible espérance de vie, avec d'énormes écarts entre les classes sociales), d'une pauvreté physiologique encore prégnante (relation étroite entre la taille et le niveau de revenu). Une pauvreté absolue que la révolution industrielle (1820/40 – 1870/80) n'a certainement pas créée (cf. la vulnérabilité des sociétés agricoles à tout déficit de récolte), qu'elle n'a pas non plus aggravée (ce sont les conditions de vie qui se dégradent, pas le niveau de revenu), mais qu'elle a rendu plus visible et surtout qu'elle a tardé à faire reculer (décalage d'un demi-siècle ?). Ce coût social, en particulier en Grande-Bretagne (pays pionnier), est peu évoqué (abondance de la main d'œuvre, immigration irlandaise, salaire de subsistance, urbanisation et rupture des solidarités traditionnelles, logements vétustes, maladies, travail des femmes et des

enfants etc). Une lecture systématique d'un des nombreux ouvrages de synthèse sur la révolution industrielle est à encourager vivement. En outre, les raisons du décalage dans le recul de la pauvreté observé au cours de cette période de l'histoire économique auraient dû être abordées (modèle de Lewis ? courbe de Kuznets ?)

- Non moins essentiel : les luttes sociales, le mouvement ouvrier, l'évolution des rapports de force, l'entrée en scène de l'Etat. Pour le début de la période, les lois sur les pauvres sont souvent citées (comme une simple annexe de la « charité » traditionnelle : des secours paroissiaux), mais particulièrement mal comprises : il aurait fallu prendre acte de l'extraordinaire intensité du prélèvement redistributif (comparaison avec l'ISF en termes de % du revenu national ?), souligner l'ambiguïté d'une lutte contre la pauvreté qui s'identifie largement à une lutte contre les pauvres, ne pas caricaturer Malthus. Ne pas le réduire au banquet de la nature (apparu dans la 2^{ème} édition, disparu dans la 3^{ème}). Reconnaître en lui l'auteur de toute son époque le moins résigné qui soit à la pauvreté et le promoteur d'une politique active de lutte contre la pauvreté par l'éducation (même pour les Irlandais !), directement corrélée au mariage tardif.

- c) Pour la période récente, les confusions ne sont pas moindres. Dans une copie pourtant très bonne par ailleurs, ce non-sens : « Le niveau de vie augmente, mais toujours en retard sur les prix ». Dans une autre copie, pourtant excellente, cette confusion caractérisée entre le PIB et la croissance (« En 1993, la croissance a diminué de 1 % en France »), une confusion tellement fréquente qu'on la trouve normale.

Plus gênante est sinon l'absence, du moins le manque de références précises et pertinentes à l'analyse économique. Elles renvoient généralement à l'analyse macro-économique keynésienne « standard » : lutter contre la pauvreté, c'est contribuer à la relance de la consommation et de la demande effective, ce qui est bon pour l'activité économique et pour l'emploi et fait reculer la pauvreté !

Comme cela a déjà été dit, on s'attendait à ce que les questions suivantes soient examinées : quelle est l'importance de la pauvreté dans les économies développées ? quelles sont les difficultés que l'on rencontre quand on cherche à la mesurer ? Sur le premier point, il apparaît que, malgré la hausse continue du revenu moyen, la pauvreté – mesurée par le pourcentage des familles dont le

revenu est inférieur à la définition du seuil de pauvreté – n’a pas régressé et a même plutôt progressé et qu’elle est liée à l’âge, à la composition de la famille, au niveau d’éducation... ; ce point à, généralement, été souligné. Mais, malheureusement, il n’en va pas de même pour le second ; les problèmes de mesure de la pauvreté – prise en compte ou non des transferts en nature ; existence d’un cycle de vie économique qui fait que la distribution des revenus sur l’ensemble de la vie est plus équitable que la distribution annuelle : distinction entre les revenus permanents et les revenus transitoires, les premiers étant distribués plus équitablement que les seconds ; importance de la mobilité économique, car la composition des groupes de « pauvres »

La question de l’attitude des pouvoirs publics devant la pauvreté dépasse le seul cadre de l’économie et relève de la philosophie politique. La plupart des copies en donnent une vision exagérément simplifiée, voire caricaturale avec d’un côté les libéraux – les néo-classiques (sic) – partisans du marché et hostiles aux mesures de lutte contre la pauvreté, et de l’autre ceux qui sont favorables à l’intervention de l’Etat – les Keynésiens (sic) – et les encouragent.

Des références aux différentes analyses sur la question proposées par les utilitaristes, par John Rawls et par les « libertariens » auraient mérité plus que de simples allusions rapides, qui restent limitées – dans les meilleures copies – à Rawls, sans que le critère du maximin soit expliqué.

Les difficultés rencontrées dans la lutte contre la pauvreté ne sont pas suffisamment soulignées. La fixation d’un salaire minimum est-elle un instrument efficace ? Quelle est l’efficacité de l’aide publique ? L’impôt négatif est-il une solution ? Au-delà de ces questions, on s’attendait à ce que soit abordé le délicat problème des conséquences des programmes de lutte contre la pauvreté pour les incitations au travail ce qui n’est malheureusement pas le cas dans la quasi-totalité des copies.